

Selon l'agence marocaine de presse Maghreb Arabe Presse (MAP), il n'a jamais été question pour le Royaume du Maroc de répondre positivement à l'invitation à la réunion "BRICS/Afrique" prévue en Afrique du Sud ou de participer à cette réunion à quelque niveau que ce soit, citant une source autorisée du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération africaine et des Marocains Résidant à l'étranger, le samedi 19 août 2023.

En réponse à certains médias qui ont fait, récemment, référence à une hypothétique candidature du Royaume à l'adhésion au Groupement "BRICS", ainsi qu'à son éventuelle participation à la prochaine réunion "BRICS/Afrique", prévue le 24 août à Johannesburg en Afrique du Sud, la même source souligne qu'il ne s'agit pas d'une initiative des BRICS ou de l'Union Africaine, mais d'une invitation émanant de l'Afrique du Sud, à titre national.

"C'est une réunion organisée sur la base d'une initiative unilatérale du gouvernement sud-africain", précise-t-on de même source, ajoutant que le Maroc a donc évalué cette invitation à l'aune de sa relation bilatérale tendue avec ce pays.

Selon la même source, l'Afrique du Sud a, en effet, toujours manifesté une hostilité primaire vis-à-vis du Royaume, et a pris de manière systématique des positions négatives et dogmatiques sur la question du Sahara marocain.

"Pretoria a ainsi multiplié, à titre national et au sein de l'Union Africaine, des agissements notoirement malveillants à l'endroit des intérêts supérieurs du Maroc", indique-t-on.

Et la source autorisée du ministère de soutenir que la diplomatie sud-africaine est connue pour sa gestion légère, improvisée et imprévisible en matière d'organisation de ce genre d'évènements.

Pour preuve, poursuit-on, les entorses protocolaires délibérées et provocatrices qui ont émaillé l'invitation du Maroc à cette réunion. Pire, de nombreux pays et entités semblent avoir été invités arbitrairement par le pays hôte sans fondement réel, ni consultation préalable avec les autres pays membres du Groupement BRICS.

"Il était ainsi devenu évident que l'Afrique du Sud allait détourner cet événement de sa nature et de son objectif, pour servir un agenda inavoué", affirme la même source, notant que le Maroc a par conséquent écarté, dès le départ, toute réaction favorable à l'invitation sud-africaine.

S'agissant de la relation du Royaume du Maroc avec le Groupement BRICS, la source autorisée du ministère note qu'encore une fois, la diplomatie sud-africaine s'est arrogée le droit de parler du Maroc et de sa relation avec les BRICS, sans consultation préalable, estimant qu'il s'agit "d'approximations" qui ne reflètent aucunement la réalité.

Pour cette même source, le Maroc entretient, certes, des relations bilatérales substantielles et prometteuses avec les quatre autres membres du Groupement et il est même lié à trois d'entre eux par des Accords de Partenariat Stratégique. Toutefois, le Royaume n'a jamais formellement fait acte de candidature au groupement "BRICS".

"Il n'y a d'ailleurs pas encore de cadre ni de procédures précises régissant l'élargissement de ce groupement", précise-t-on.

Et la source autorisée de soutenir que l'avenir des relations du Maroc avec le groupement en tant que tel, que ce soit dans leur nature ou dans leur portée, "s'inscriront dans le cadre général et les orientations stratégiques de la politique étrangère du Royaume, tels que définis par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste".

"Le Maroc demeure attaché à un multilatéralisme efficient, solidaire et renouvelé", souligne-t-on de même source, affirmant que le Royaume considère que les plateformes multilatérales ne devraient pas être utilisées pour encourager la division ou interférer dans les affaires intérieures des Etats souverains, ni créer des précédents qui risquent, un jour ou l'autre, de se retourner contre leurs initiateurs.